

Questions orales

Le ministre et premier ministre suppléant peut-il me dire quelles mesures précises le gouvernement entend prendre pour changer sa politique économique désastreuse et redonner des emplois aux Canadiens?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, il est évident que la solution employée par les libéraux, qui consistait à noyer les problèmes dans l'argent, n'a pas fonctionné. Il faut ramener les taux d'intérêt et l'inflation à des niveaux moins élevés et les maintenir à ces niveaux pour pouvoir avoir des emplois permanents. C'est le but visé par ce budget.

Je trouve cela plutôt étonnant que le chef de l'opposition à la Chambre attribue au budget présenté la semaine dernière les problèmes que révèlent les statistiques sur l'emploi publiées aujourd'hui pour le mois dernier. C'est typique des libéraux.

La députée a également dit que notre secteur de la fabrication était en voie de disparition. Je tiens à lui faire remarquer que, selon un rapport de la Banque royale, à la fin de 1990, le secteur de la fabrication dans l'économie canadienne représentait 9,5 p. 100 de plus qu'à la fin de 1982. La députée devrait se renseigner mieux que cela.

[Français]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Madame la Présidente, je parle de la mauvaise gestion économique de ce gouvernement depuis six budgets. Il y a 222,000 Canadiens dans la ville de Montréal, seulement dans la ville de Montréal, qui sont la preuve vivante de la faillite de votre politique économique. C'est plus que dans n'importe quelle ville du Canada, y compris Terre-Neuve.

Donc, j'aimerais poser la question suivante au premier ministre suppléant: Quelles sont les politiques précises qu'il introduira, dès aujourd'hui, pour renverser la faillite économique que représente actuellement son gouvernement?

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse), ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, j'aimerais dire à l'honorable chef de l'opposition par intérim que le gouvernement a implanté plusieurs politiques favorables à l'économie de Montréal dans les dernières années.

M. Gagliano: Lesquelles?

M. Danis: Lesquelles? Je vais vous dire lesquelles. On va prendre par exemple la politique de l'honorable ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie qui a investi 112 millions de dollars dans le sud-ouest de Montréal pour relancer l'économie. On va vous en donner un autre. On va prendre l'exemple de l'Agence spatiale sur la rive sud de Montréal où il y aura près de 300 millions de dollars d'investis. On va prendre un troisième exemple, si

vous en voulez un autre, soit celui de l'industrie pétrochimique, où suite aux interventions personnelles du premier ministre, le gouvernement fédéral a investi la somme de 55 millions de dollars dans cette industrie. On peut aussi prendre l'exemple du ministre de l'Emploi qui a également créé un centre de formation de la pétrochimie.

Et pour vous citer un autre exemple, nous, depuis que nous sommes arrivés au pouvoir, en 1984, avons créé 83 000 nouveaux emplois à Montréal, alors que votre gouvernement, entre 1980 et 1984, a eu une perte nette de 5 000 emplois.

• (1120)

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Madame la Présidente, on doit mettre la réponse du ministre d'État dans le «Musée du rire» que le gouvernement est en train de créer dans la ville de Montréal.

[Traduction]

Madame la Présidente, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Les statistiques du chômage publiées aujourd'hui illustrent encore une fois la brutalité et la cruauté des politiques économiques du gouvernement. Rien qu'en Ontario, le taux de chômage a grimpé de 79 p. 100 par rapport à l'année dernière. Ce ne sont pas que des chiffres sur papier. Ils représentent la vie de dizaines de milliers de Canadiens que le gouvernement jette au rebut de l'économie.

Pourquoi le vice-premier ministre n'admet-il pas que les statistiques du chômage publiées aujourd'hui montrent que le budget de la semaine dernière est un mauvais budget, au mauvais moment, qui ne fait qu'empirer les choses, au lieu de les améliorer, pour des centaines de milliers de Canadiens?

L'hon. John M. McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): C'est tout le contraire, madame la Présidente. C'était le bon budget pour ce moment-ci. Cela ne fait aucun doute.

Ceux qui ont examiné le budget de façon critique, très équitable et honnête, appuient les efforts du ministre des Finances en vue de nous ramener sur le chemin de la reprise de l'économie.

Je me permettrai de rappeler au député, qui tempête tout le temps à la Chambre en brandissant des chiffres, qu'il y a 1,283 million de personnes de plus qui sont au travail aujourd'hui au Canada par rapport à la situation qui régnait à notre arrivée au pouvoir en 1984. Voilà le chiffre n° 1. Le chiffre n° 2, c'est que le taux de chômage est aujourd'hui inférieur de 1,5 points à ce qu'il était lorsque nous avons pris le pouvoir en 1984. C'était après la récession. Nous nous trouvons actuellement au milieu d'une récession. Nous commençons à en sortir. Nous sommes sur la voie de la reprise et nous allons y parvenir d'ici le milieu de l'année. Ce n'est pas avec les commen-